



## Réunion des États parties

Distr. générale  
7 mai 2008  
Français  
Original : anglais

### Dix-huitième Réunion

New York, 13-20 juin 2008

### Questions relatives au volume de travail de la Commission des limites du plateau continental – dates indicatives de soumission des demandes

#### Note du Secrétariat

##### Additif

1. Suite à la publication du document SPLOS/INF/20, le secrétariat a reçu des réponses et communications complémentaires ayant trait à la note de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques datée du 14 août 2007, dans laquelle il priait les missions permanentes des États côtiers parties concernées de lui faire savoir, dès que possible, et en tout cas d'ici au 30 novembre 2007, si leur gouvernement avait l'intention de soumettre une demande à la Commission des limites du plateau continental et, si oui, à quelle date.
2. Le Bénin a fait savoir au secrétariat qu'il avait l'intention de soumettre une demande conjointe avec des États côtiers voisins du golfe de Guinée.
3. Le Cap-Vert a fait savoir au secrétariat qu'il était en train d'élaborer une demande adressée à la Commission, mais qu'il aurait besoin d'une prorogation de délai pour achever les activités requises pour fixer la limite extérieure de son plateau continental<sup>1</sup>.
4. Le Chili a fait savoir au secrétariat qu'il avait l'intention de soumettre une demande à la Commission d'ici à mai 2009.
5. L'Islande a fait savoir au secrétariat qu'elle avait l'intention de présenter une demande partielle<sup>2</sup> d'ici au 13 mai 2009.
6. Se fondant sur des communications officielles, le secrétariat estime qu'il est possible que des États qui n'ont donné aucune indication quant à leur intention au stade actuel soumettent néanmoins une demande.

<sup>1</sup> Dans le tableau figurant dans l'annexe du document SPLOS/INF/20, au lieu de la mention « Cap-Vert – d'ici à avril 2008 », *il faut lire* « Cap-Vert – d'ici à avril 2009 ».

<sup>2</sup> La demande partielle sera présentée conformément au paragraphe 3 de l'annexe I du règlement intérieur de la Commission.

